

Madame la Rectrice,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA

L'UNSA Éducation, dans le contexte d'un mouvement social profond opposé au projet de réforme des retraites du gouvernement, et le jour même de la réunion de l'intersyndicale avec la Première ministre, tient à vous demander de faire remonter au Ministère et par votre voix à l'ensemble du gouvernement et de l'Exécutif les questions suivantes :

Le Gouvernement est-il prêt à entendre et non plus simplement à écouter ?

Est-il enfin prêt à respecter le principe de participation qui par le 8^{ème} alinéa du préambule de la constitution de 1946 dispose que les travailleurs participent à la gestion et à la détermination collectives des conditions de travail ?

Il ne serait que temps.

L'UNSA Éducation ne peut se satisfaire d'une pratique d'enjambement des problèmes majeurs :

- **Qu'il s'agisse du report de l'âge légal de départ à la retraite** de 62 à 64 ans auquel, avec l'ensemble des personnels du ministère, nous sommes fermement opposés ;
- **Qu'il s'agisse de la volonté d'imposer un agenda social** incluant notamment **ce que notre ministère dénomme « revalorisation »** mais pour laquelle il semble obstiné à vouloir, *in fine*, principalement, adresser le message médiatique d'une augmentation de la charge de travail contre rémunération pour résoudre les difficultés de remplacement dans le second et le premier degré, ce qu'a d'ailleurs réaffirmé vendredi dernier la Première ministre, lors de sa visite dans la Nièvre ;
- **Qu'il s'agisse du leurre de renforcement des moyens** nécessaires à notre système éducatif auquel le Ministère a répondu par la suppression de 481 emplois dans le second degré et la suppression de 1117 emplois dans le 1^{er} degré. Tout nous porte d'ailleurs à croire que le solde réel soit encore plus défavorable ;
- **Qu'il s'agisse de l'incapacité à s'attaquer aux difficultés de mobilités géographiques ou professionnelles** au sein de notre ministère par l'ouverture d'un vrai calendrier de travail et non par d'habituels et simples bilans et projets de LDG. Cette année à nouveau les résultats des mouvements inter des enseignants, CPE et PsyEN sont toujours plus préoccupants et ce sont nombre de personnels qui sont toujours plus en difficultés pour parvenir à envisager un parcours serein dans leur métier et souhaiter y entrer ou y rester.
- **Qu'il s'agisse de l'inconscience à ne pas mettre en œuvre des solutions qui existent pourtant**, pour mettre un terme à la dégradation des conditions et de la qualité de vie au travail, conduisant chaque jour un peu plus à une perte de sens des agents dans la pratique de leur métier, dans un système rendu exsangue par une bureaucratie démesurée et irraisonnée.

A titre d'illustration, Madame la Rectrice, **vous connaissez les difficultés que rencontrent les personnels avec les systèmes d'informations Op@ale et RenoirRH**. L'UNSA Éducation a,

à plusieurs reprises, attiré l'attention sur cette situation qui, à selon nous, ne fait qu'empirer, générant des situations de mal être au travail – nous disposons de témoignages très forts- et de signalements RSST en augmentation constante. Face à cette réalité, même si vous n'en êtes pas à l'origine, il est particulièrement déplacé pour ne pas dire insultant pour les collègues confrontés au fonctionnement erratique de ces progiciels d'entendre dire, çà et là, qu'il s'agirait essentiellement, de leur part, d'une résistance au changement, qu'il s'agirait d'apprendre à penser différemment, qu'il s'agirait lorsque que bug il y a, que de mauvaise conjoncture. Et bien, c'est cette conjoncture qui structure et empoisonne de plus en plus le travail au quotidien de nos collègues. Les conditions et la qualité de vie au travail des personnes, le service dû aux usagers du service public d'éducation n'ont que faire d'une révolution copernicienne de la pensée du « comment je clique sur un clavier ». **Il leur faut des outils qui fonctionnent.** Avec ces outils-là, un maçon, au lieu de construire un mur, nous conduirait dans le mur. Et bien, devant le mur, nous y sommes. Le Ministère, récemment, nous a volontiers écoutés sur Op@ale. Bientôt sans doute, il nous écouterait tout aussi volontiers sur RenoirRH. Mais maintenant que fera-t-il entendre aux personnels ?

Pour finir nous tenons à revenir sur l'adaptation du schéma d'emploi pour la rentrée 2023 dans notre Académie. Cette adaptation est directement liée au manque d'attractivité de nos métiers, et il serait d'ailleurs plus qu'opportun de nous communiquer précisément le volume d'emplois non consommés pour nous permettre d'effectuer notre travail de représentants du personnel comme vous y invite notre constitution.

Ces difficultés d'attractivité et d'ambition se traduisent également par le recrutement de deux personnels administratifs respectivement « Chargé du développement de la fonction recrutement au sein du Rectorat » et « Chargé de l'appui au pilotage et aux transformations RH au sein du Rectorat ». Pensez-vous sincèrement que la prospection active du vivier de candidats à des postes de contractuels puisse répondre à la désorganisation désormais chronique de notre Ministère ?

Nous sommes de petits territoires, les DSDEN peinent depuis plusieurs années à recruter des Professeurs des Ecoles contractuels, seul l'Etat est à même de garantir la présence de personnels d'Etat au plus près des besoins des territoires, encore faudrait-il que le Gouvernement ouvre les yeux et se rende compte que les coupes budgétaires et le sacrifice des services publics ne se résout pas d'un coup de baguette magique.

Il faut redonner du sens à nos métiers, revaloriser oui, mais sans condition. Par quel tour de passe-passe va-t-on proposer un pacte aux enseignants des écoles pour remplacer leurs collègues alors qu'ils le font déjà ! Et de quel remplacement parle-t-on ? Les conditions d'apprentissage et de travail sont-elles réunies quand vous récupérez dans votre classe les élèves de la classe d'à côté ? Est-ce ça la solution à la crise du remplacement ? Va-t-on acheter la dégradation du travail de nos collègues pour faire baisser des chiffres des journées non-remplacées qui se comptent par centaines ? Est-ce là l'ambition du Gouvernement pour nos enfants et nos territoires ? Nous en reparlerons mais nous prenons le pari.

Mme la Rectrice, vous avez la responsabilité d'un des territoires les plus ruraux et les plus pauvres de France, alors que nous cumulons les difficultés, les indicateurs Jacobains de notre ministère effritent année après année la qualité du service public dont vous avez la responsabilité. Le service public est notre bien commun, quel investissement mérite de sacrifier l'éducation de toute une génération, il n'y a pas d'économie à trouver sur le dos de la prospérité de nos enfants.

Nous vous demandons de vous engager fortement pour la défense de nos réalités, pour la défense de nos collègues, de notre jeunesse et de l'école publique.

Madame la Rectrice, à défaut d'entendre, il devient sans doute nécessaire de voir ce qui est sous nos yeux.

Intervention de l'UNSA Éducation au CSAA Limoges du 05 avril 2023.